

● (1120)

Au départ, ce n'est pas avant tout pour des raisons économiques ou commerciales ou parce qu'il jugeait le moment opportun que le gouvernement de l'époque a décidé de faire d'Eldorado une société d'État; c'est plutôt parce qu'il a jugé qu'il s'agissait manifestement d'un besoin urgent. Selon moi, la nécessité en question demeure et il s'agit toujours d'avoir le plus possible la haute main sur une industrie essentielle qui revêt une très grande importance dans le secteur de la défense. Il ne s'agit pas simplement d'une source d'énergie. Il est essentiel à la survie de la race humaine de considérer qu'il s'agit là d'un élément extrêmement important des besoins actuels en matière de défense.

Au départ, on souhaitait permettre au gouvernement, en tant que seul actionnaire, de répondre à ses besoins et à ses objectifs en ce qui a trait au contrôle de la vente du produit en question. Les gouvernements successifs n'ont pas toujours utilisé tout ce pouvoir de contrôle. Nous avons été témoins de nombreux cas où de l'uranium a été vendu à des pays qui ne l'utilisent pas d'une façon sérieuse. Ils l'ont d'abord utilisé dans une première étape dans leurs réacteurs nucléaires pour produire de l'énergie électrique et ils ont utilisé les déchets pour mettre au point des armes nucléaires.

La liste des pays qui possèdent maintenant la technologie nécessaire pour se doter d'armes nucléaires s'est beaucoup allongée, car nous n'avons pas pleinement exercé le contrôle sur les déchets provenant de la première réaction. Nous avons laissé ces déchets se disperser à travers le monde, de sorte qu'à l'heure actuelle, un grand nombre de pays qui pourtant ne sont pas des puissances mondiales, sont capables de fabriquer et d'utiliser des armes nucléaires. Je n'ai pas présentement sous les yeux la liste de ces pays, mais apparemment, si je m'en souviens bien, on sait ou on croit savoir que des pays comme Israël, le Pakistan, l'Inde et la Chine ont des armes nucléaires. D'autres pays comme le Brésil et l'Argentine sont vraisemblablement capables d'en produire. On croit que l'Afrique du Sud a une bombe opérationnelle. Et la liste s'allonge encore. Le fait que les gens de ces pays vivent dans un climat d'instabilité politique extrême soit à l'intérieur de leurs frontières, soit dans leurs rapports avec leurs voisins immédiats a certes de quoi inquiéter. C'est parce que le secteur n'a pas su exercer suffisamment de contrôle que nous devons maintenant envisager la possibilité d'une guerre ou d'un holocauste nucléaire.

Le projet du gouvernement de simplement privatiser le secteur ne constitue certainement pas un remède à ce mal. Non seulement ce projet remet en question la défense et l'instabilité du monde du point de vue politique et militaire, mais nous devons également nous occuper de toute urgence de contrôler l'impact du secteur nucléaire sur l'environnement que le gouvernement semble en l'occurrence vouloir abandonner. Pourtant, celui-ci aurait beaucoup plus de chances de contrôler l'utilisation que la société Eldorado Nucléaire pourra faire de ses déchets, de ses usines, de ses produits de retransformation, et l'utilisation des résidus est mieux contrôlée des autorités quand il s'agit d'une société d'État au lieu d'une société privée.

Eldorado Nucléaire Limitée

Presque tous les Canadiens connaissent une société privée qui a pollué l'environnement sans avoir jamais eu à payer d'amende. L'état de pollution des Grands Lacs est telle qu'elle met en péril la qualité de l'eau potable. Certains des Lacs ont un cycle de renouvellement, caractérisé par l'apport et la perte d'eau et la capacité de vidange, qui s'étale sur plusieurs siècles.

Une fois atteint le point de saturation complète, ils sont virtuellement morts pour l'utilisation humaine, à moins d'y appliquer beaucoup de technologie pour purifier l'eau avant qu'elle puisse être utilisable pour les riverains des lacs. La majeure partie de la population et de l'industrie de l'Amérique du Nord est concentrée autour des Lacs. C'est là un facteur extrêmement important. Une partie de l'industrie dont nous parlons aujourd'hui, la société Eldorado Nucléaire, a un peu contribué aux problèmes écologiques dans la région, mais comme elle est demeurée sous le contrôle fédéral, ces problèmes ont été réduits au minimum. Le ministère de l'Environnement a fait un assez bon travail pour discipliner cette société d'État. Il y a réussi davantage que s'il s'était agi d'une société privée.

J'ai évoqué tout à l'heure le problème de la diminution de la demande et certaines initiatives américaines qui ont accéléré cette tendance. Je le rappelle à la Chambre, pas plus tard que le mois dernier, le Sénat des États-Unis a adopté par un vote de 62 contre 28 une mesure visant à pénaliser les utilisateurs d'uranium étranger, y compris l'uranium importé du Canada. D'accord, cela est en contradiction flagrante avec le projet d'accord commercial. Cela contrevient aux dispositions par lesquelles les deux parties se sont engagées à ne pas adopter de pareilles lois. Je sais que le projet de loi n'a pas encore franchi toutes les étapes de son étude aux États-Unis, mais le vote de 62 à 28 contre toute autre entrée d'uranium canadien sur le marché américain est très significatif.

Les États-Unis sont à quelques mois d'élections présidentielles particulièrement importantes dans le cadre desquelles la Chambre des représentants pourrait être complètement renouvelée, mais le vote du Sénat reflète bien l'opinion publique américaine en matière d'uranium importé. Je dirais que l'avenir de l'uranium n'est pas brillant. Les éventuels acheteurs en tiendront certainement compte lorsqu'ils décideront, comme s'il s'agissait d'une société cotée en bourse, du prix qu'ils sont prêts à payer les actions.

En bref, je ne crois pas que le gouvernement récupère beaucoup d'argent en vendant cette société. Il a convenu de continuer à assumer une bonne partie de la dette, à savoir les 550 millions de dollars dont j'ai parlé tout à l'heure.

Qu'est-ce que le public va retirer de cette initiative? Je n'ai pas l'impression, pour ma part, qu'il y gagnera grand-chose. La vente d'actions ne fera guère que modifier le contrôle d'Eldorado Nucléaire Limitée, contrôle auquel, je viens de le soutenir, le gouvernement ne devrait pas renoncer. Il faudrait qu'il le conserve à cause des répercussions de l'industrie nucléaire sur la défense, l'environnement, les générations à venir et l'économie tout entière du Canada.